



## AVIS PUBLIC DE REGISTRE

Est par les présentes donné par la soussignée, greffière et directrice des affaires juridiques de la Ville de Sainte-Catherine-de-la-Jacques-Cartier aux personnes habiles à voter ayant le droit d'être inscrites sur la liste référendaire de **l'ensemble de la ville de Sainte-Catherine-de-la-Jacques-Cartier** que :

1. Lors d'une séance tenue le 27 février 2023, le conseil municipal de la Ville de Sainte-Catherine-de-la-Jacques-Cartier a adopté le Règlement numéro 1610-2023 décrétant une dépense et un emprunt de 5 910 000 \$ afin de permettre la construction d'un immeuble multifonctionnel pour la division Parcs et bâtiments.

L'objet de ce règlement est d'autoriser le conseil à dépenser et à emprunter un montant de 5 910 000 \$ pour permettre la construction d'un immeuble multifonctionnel pour la division Parcs et bâtiments remboursable sur une période de 20 ans.

**Tel que précisé par monsieur le Maire lors de la séance du conseil du 13 février 2023, le coût net payable par les citoyens est estimé à 720 700 \$ sur un total de 5 910 000 \$.**

Le programme d'immobilisations 2023 prévoit un budget de 5 200 000 \$ pour la construction de ce nouveau bâtiment destiné la division Parcs et bâtiments du Service des travaux publics. Ce projet est subventionné à 73 %.

Cependant, il y a lieu de hausser le budget du projet à 5 910 000 \$ en raison de l'augmentation des coûts qui est expliquée par 2 facteurs :

- La qualité du sol;
- Tous les équipements fixes qui seront nécessaires à l'exploitation du bâtiment ont été prévus au projet. Cela représente un budget d'environ 350 000 \$, plus taxes. Il est avantageux de prévoir l'acquisition de ces équipements dès maintenant puisque ces derniers seront subventionnés à 73 %. Il s'agit des étalages, des clôtures, du mobilier urbain extérieur, des enseignes, des plantations, des équipements multimédias, de l'antenne de communication, du système d'alarme, etc.

Le montage financier est le suivant :

Coût estimé : 5 910 000 \$  
Moins la subvention de 73 % : (4 314 300 \$)  
Total net : 1 595 700 \$

Finalement, avec la réalisation du projet, le motel industriel de la Ville ne sera plus utile et sera mis en vente. Le conseil prévoit en tirer un revenu d'environ 875 000 \$ de sorte que le coût net du projet reviendrait à 720 700 \$ soit : 1 595 700 \$ moins (875 000 \$) donc au net = 720 700 \$ sur le budget total de 5 910 000 \$.

2. Les personnes habiles à voter ayant le droit d'être inscrites sur la liste référendaire de la municipalité peuvent demander que le Règlement numéro 1610-2023 fasse l'objet d'un scrutin référendaire en inscrivant leur nom, adresse et qualité et en apposant leur signature dans un registre ouvert à cette fin.

*Les personnes habiles à voter voulant faire enregistrer leur nom doivent présenter une carte d'identité (carte d'assurance maladie, permis de conduire, passeport, certificat de statut d'Indien ou carte d'identité des Forces canadiennes).*

3. Le registre sera accessible le **15 mars 2023** de 9 h à 19 h à la mairie située au 2, rue Laurier, à Sainte-Catherine-de-la-Jacques-Cartier.
4. Le nombre de demandes requises pour que le Règlement numéro 1610-2023 fasse l'objet d'un scrutin référendaire est de **623**. Si ce nombre n'est pas atteint, le Règlement numéro 1610-2023 sera réputé approuvé par les personnes habiles à voter.
5. Le résultat de la procédure d'enregistrement sera annoncé le **lundi 27 mars 2023** à la séance du conseil municipal.
6. Le règlement peut être consulté à la mairie de 8 h à 12 h et de 13 h à 16 h 30 du lundi au jeudi, et le vendredi de 8 h à 13 h. Toutefois, nous vous invitons à en prendre connaissance sur le site Internet de la Ville au <https://www.villescj.com/citoyens/services-municipaux/greffe/reglements-municipaux-en-vigueur-et-les-reglements-en-processus-dadoption>.

### CONDITIONS POUR ÊTRE UNE PERSONNE HABILE À VOTER AYANT LE DROIT D'ÊTRE INSCRITE SUR LA LISTE RÉFÉRENDAIRE DE L'ENSEMBLE DE LA MUNICIPALITÉ

7. Toute personne qui, le 27 février 2023, n'est frappée d'aucune incapacité de voter prévue à l'article 524 de la *Loi sur les élections et les référendums dans les municipalités* et remplit les conditions suivantes :
  - être une personne physique domiciliée dans la municipalité et être domiciliée depuis au moins six mois au Québec;
  - être majeure et de citoyenneté canadienne et ne pas être en curatelle.
8. Tout propriétaire unique non résident d'un immeuble ou occupant unique non résident d'un établissement d'entreprise qui n'est frappé d'aucune incapacité de voter et remplit les conditions suivantes :
  - être propriétaire d'un immeuble ou occupant unique d'un établissement d'entreprise situé dans la municipalité depuis au moins douze mois;
  - dans le cas d'une personne physique, être majeure et de citoyenneté canadienne et ne pas être en curatelle.

9. Tout copropriétaire indivis non résident d'un immeuble ou cooccupant non résident d'un établissement d'entreprise qui n'est frappé d'aucune incapacité de voter et remplit les conditions suivantes :
- être copropriétaire indivis d'un immeuble ou cooccupant d'un établissement d'entreprise situé dans la municipalité depuis au moins douze mois;
  - être désigné, au moyen d'une procuration signée par la majorité des personnes qui sont copropriétaires ou cooccupants depuis au moins douze mois, comme celui qui a le droit de signer le registre en leur nom et d'être inscrit sur la liste référendaire de la municipalité, le cas échéant. Cette procuration doit avoir été produite avant ou lors de la signature du registre.
10. Personne morale :
- avoir désigné par résolution, parmi ses membres, administrateurs ou employés, une personne qui le 27 février 2023 et au moment d'exercer ce droit, est majeure et de citoyenneté canadienne, qui n'est pas en curatelle et n'est frappée d'aucune incapacité de voter prévue par la Loi.

Donné à Sainte-Catherine-de-la-Jacques-Cartier, ce 1<sup>er</sup> mars 2023.

Isabelle Bernier, avocate, OMA  
Greffière et directrice des affaires juridiques